



Déclaration de la FSU au CDEN du 7 septembre 2018

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le Ministre de l'Education Nationale s'est adressé aux enseignants pour exprimer ses « vœux de confiance et de réussite ». Mais comment construire l'école de la confiance dans ce contexte d'austérité et de décisions hâtives qui bouleversent l'organisation des écoles ? Comment construire la confiance alors que la communauté éducative apprend par voie de presse les réformes promulguées, dans leur dos, en plein cœur de l'été ?

Pour nous, enseignants, cette année scolaire est malheureusement synonyme d'instabilité, et le sentiment d'insécurité grandit dans les équipes pédagogiques.

L'épisode de « l'affaire Benalla », survenu au plus fort de la torpeur estivale, et dont les répliques n'ont pas fini de se faire sentir constitue bien plus qu'une énième affaire venue corrompre le fonctionnement républicain de l'État. Il est pour nous un cas d'école dans la mesure où il traduit au plus haut niveau la dérive libérale qui se trame dans les services de l'État. Un président de la République qui s'affranchit de son propre service public de protection pour s'offrir, tel son bon plaisir, une police privée s'adonnant au coup de poing contre des manifestants pacifiques tout en voulant limiter les prérogatives de la représentation nationale ne peut se prévaloir d'être le garant des institutions. Malheureusement cette situation semble être une parfaite illustration des nouvelles politiques publiques qui animent le projet intitulé « CAP2022 ». Tout le monde le sait, l'Education nationale ne pourra pas sortir indemne de ces politiques austéritaires dont la seule obsession est la réduction des coûts au détriment des serviteurs et des usagers du service public.

En cette rentrée, le ministère veut imposer, à toutes forces, une « culture de l'évaluation » dont les sources d'inspiration sont malheureusement bien connues. Sous couvert de proposer des instruments d'analyse aux enseignants et un meilleur accompagnement des élèves, il ne s'agit rien de moins que d'inscrire notre système éducatif dans le sillage des réformes néo-libérales menées ces dernières décennies aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada, au Royaume-Uni ou encore en Suède avec les conséquences désastreuses que tout le monde peut mesurer aujourd'hui. Voilà donc où serait la modernité pour notre ministre, dans la copie conforme d'un système qui a d'ores et déjà échoué à assurer la réussite des élèves. Cette marche au pas cadencé vers la déconstruction de notre modèle d'Education nationale, garantissant à tous, un égal accès à la réussite scolaire, ne saurait être accepté par le corps enseignant ! Et ce d'autant plus que ce projet mortifère s'inscrit dans une politique de pilotage par les résultats allant de pair avec la fin du paritarisme. Alors même que les enseignants demandent plus de reconnaissance et de stabilité, ce gouvernement répond par toujours plus de mépris et de précarité.

Le recrutement de contractuels est symptomatique de ce nouveau mode de gestion des personnels caractérisé par le mépris des collègues. Il est encore et toujours un élément de colère et

d'indignation dans toute la profession : alors que l'Etat devrait s'attacher à redonner de l'attractivité au métier d'enseignant, en développant la formation, en donnant du temps aux équipes pour mieux coopérer et mettre en valeur leur créativité, en reconnaissant leur engagement quotidien par une revalorisation salariale pour laquelle des engagements étaient pris, le ministère répond par la précarité et un PPCR au ralenti.

Les mesures se sont accumulées qui ont fragilisé nos métiers et l'école ; la fin du recrutement des emplois aidés, s'il n'atteint pas, pour le moment, dans notre département l'accompagnement des enfants en situation de handicap, prive bon nombre de directeurs d'une aide administrative et crée des difficultés importantes dans les communes qui ne peuvent assurer sereinement les services périscolaires, garderies et cantines, l'entretien des locaux, qui impactent fortement le fonctionnement de l'école. La présence de jeunes recrutés en « services civique » n'est pas une réponse suffisante.

Enfin, ce CDEN de rentrée, plonge encore une fois les équipes enseignantes comme les parents d'élève dans l'inquiétude la plus vive. La perspective d'une perpétuelle gestion de la pénurie épuise nos collègues. Des besoins réels existent au regard de l'augmentation importante des effectifs dans certaines écoles dont nous avons étudié la situation hier. Les moyens en postes budgétaires ne peuvent cependant pas satisfaire à toutes les créations nécessaires si l'on voulait poursuivre comme objectif l'amélioration des conditions d'enseignement dans ces écoles. Si nous prenons acte de l'effort qui a été réalisé en faveur de certaines écoles dont les besoins se faisaient pressants, nous ne pouvons que déplorer, une fois encore, le fait qu'on impose à la communauté éducative des sacrifices sur des postes certes moins visibles par les parents d'élèves mais tout autant indispensables au bon fonctionnement du service public d'éducation comme à la réussite des élèves (remplaçants, enseignants du RASED...)

Comme nous l'avons souligné lors des dernières instances, si nous louons évidemment le dédoublement des classes de CP et CE1 en zone d'éducation prioritaire et si nous prenons acte de l'évolution de la démographie scolaire dans notre département, nous rappelons l'engagement de la FSU en faveur de la diminution des effectifs par classe dont on sait à quel point elle constitue un élément déterminant dans la réussite de nos élèves. Dans ce contexte tendu qui va mettre les écoles en concurrence, notre fédération continuera à défendre toutes les écoles primaires qui rencontrent des difficultés, pour tendre vers l'objectif de ne pas dépasser « 25 élèves par classe » et pas plus de 20 en REP.

La réussite de nos élèves nécessite un projet ambitieux pour l'Ecole. Le bien-être des personnels, leur santé, sont bien souvent affectés par la sensation du « travail empêché ». Il n'y a rien de plus douloureux pour un enseignant que de ne pouvoir faire face aux difficultés de ses élèves. C'est pour cette raison que la FSU continue d'avoir des exigences élevées concernant le nombre de postes et l'abaissement des effectifs par classe, et ceci, de la maternelle à l'université.

Pour la FSU, les représentants au CDEN,
Fabien CLAVEAU, Valérie DUPONT et Jonathan BOUDET

Fédération syndicale Unitaire du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND
Tél 04.73.31.24.83 ✉ fsu63@fsu.fr



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN